

chies, étincelantes sous le soleil, nous sommes accueillis dans un vestibule spacieux, de style égyptien, par M. Patrovitch.

Elu d'un Conseil municipal qu'avaient choisi les révolutionnaires, son rôle paraît malaisé avec soixante mille habitants dont une vingtaine de mille musulmans, presque autant de catholiques, onze mille orthodoxes, six mille juifs, les autres uniates, protestants ou libre-penseurs. Pourtant, il est optimiste : l'entente et le bon ordre règnent. Longuement, il nous parle de la majorité musulmane, très pratiquante, non fanatique; la question agraire la touche plus spécialement, il nous l'expose dans ses détails. De grandes propriétés ayant été concédées par le Gouvernement turc aux premiers de ses fidèles, le peuple dut y vivre à l'état de servage ou kmét, moyennant une redevance de 3/10 au seigneur, 1/10 à l'État. Cet anachronisme incita l'Europe à donner, par le Congrès de Berlin, mandat express à l'Autriche d'intervenir : aucune amélioration ou modification ne s'ensuivit. Dès la débâcle de l'Empire, la Révolution posa le principe du rachat par l'État et de la distribution des terres, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux. C'est la préoccupation dominante du Parlement de Belgrade; on partagera les biens de main-morte ou vacants, et les biens des grands propriétaires moyennant indem-